

Faut-il ou non laisser filer le déficit public ?

Retour sur quelques notions clés pour comprendre les enjeux du débat économique entre les candidats à la présidentielle, et se positionner.

C'est quoi le déficit ?

La France (plus exactement l'État, la Sécurité sociale et les collectivités) dépense plus qu'elle ne gagne. La différence, c'est le **déficit public**. Il se calcule en pourcentage de la richesse produite par le pays (le Produit Intérieur Brut pour les initiés). Notre déficit a donc été de **3,4 %** l'an dernier ! Traduit en euros, ça représente un trou de **76 milliards** rien qu'en 2016.

Et la dette ?

Depuis quarante ans, un abîme de déficits successifs s'est accumulé : c'est la **dette**. En pourcentage de la richesse nationale, notre dette s'élève à **96 %**. En espèces sonnantes et trébuchantes, elle passe **2 147 milliards**.

Peut-on s'endetter davantage ?

Ça semble difficile. Les Allemands ont accepté de renoncer à leur puis-

sant mark, à condition que les dix-neuf pays qui ont adopté l'euro depuis 2002 respectent un minimum de règles. Pas plus de **3 %** de déficit et **60 %** de dette. Tout le monde a signé, la France y compris. La crise de 2008 a fait voler ces engagements en éclats. Les États ont dû s'endetter pour amortir le choc. La Grèce s'est retrouvée en défaut de paiement.

Alors, austérité ou relance ?

Le choix interroge le rôle de l'État. Doit-il assainir les comptes pour alléger les charges des entreprises, comme l'a fait François Hollande avec des résultats contrastés ? Ou lancer de grands chantiers pour leur donner tout de suite du travail, quitte à creuser sa dette et faire fi du pacte européen ?

« Oui, c'est en relançant la croissance qu'on réduira dans un se-

cond temps les déficits », estime Thomas Porcher, professeur à la Paris School of Business. « Laisser filer la dette, c'est prendre le risque que nos créanciers augmentent les taux d'intérêt : c'est ce qui est arrivé à l'Espagne et au Portugal en 2012 », rétorque François Escalle, spécialiste des finances publiques.

Que disent les candidats ?

Jean-Luc Mélenchon compte « s'exonérer » du pacte européen. Marine Le Pen veut, elle, revenir au franc, au risque d'une dévaluation et d'une flambée de l'inflation. François Fillon s'autorise un déficit de 3,6 % cette année, en imputant cette dette à des dépenses sociales. Seul Emmanuel Macron s'arc-bouté aux 3 %.

Jacques SAYAGH.



La dette de la France représente 96 % du PIB, soit 2 147 milliards d'euros.

La famille et l'éthique, parents pau-

Les sujets sociétaux, qui divisent la société française, font partie des grands oubliés de cette campagne.






Que les débats houleux sur le mariage pour tous semblent loin. Les sujets sociétaux – procréation médicalement assistée (PMA), IVG, fin de vie, etc. – ne sont guère présents dans cette campagne. Les associations qui militent sur ces thèmes – de La Manif pour tous à l'Inter-LGBT – s'en désolent et tentent de se faire entendre.

Sans surprise, on retrouve le traditionnel clivage droite-gauche. Seule l'interruption volontaire de grossesse fait l'objet d'un relatif consensus, pour ne pas y toucher.

Sur la loi Taubin, en revanche, les candidats se distinguent. Marine Le Pen veut abroger le mariage pour tous et le remplacer par un Pacte « améloré ». François Fillon veut réécrire la loi et réserver l'adoption plénière aux couples hétérosexuels. Les divergences sont encore plus

nettes sur la PMA. La FN entend la limiter à de stérilité et le député d'extrême droite aux couples de le célibataires, au contri Haimon et de Jean-Lu Emmanuel Macron pr sur ce sujet et attend l'i consultatif national d'é On retrouve les mè sur la fin de vie. Mari opposée à la légalisat nasie, François Fillon l'accès aux soins pall diéct du PS se prono d'« une aide médical dans la dignité ». Le de La France inoumés le droit au suicide es Constitution. Le leader souhaite en débattre.

François VE

	Famille - éducation - santé	Budget - fiscalité	Travail - entreprise	Sécurité - justice - c
 <p>Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière)</p>	Consacrer l'argent public à l'éducation au lieu de le distribuer au grand patronat. Gratuits des soins pour tous.	Expropriation des banques et des entreprises financières et placement de leur activité sous le contrôle de la population.	Intervention des licenciements et des plans de suppressions d'emplois. Répartition du travail entre tous. Minimum de 1 800 € net par mois pour les salariés et les pensions. Augmentation de 300 € de tous les salaires. Retraite à taux plein à 60 ans avec 37,5 années de cotisation.	Lutter contre le terrorisme et renversement du capitalisme
 <p>François Asselineau (Union populaire républicaine)</p>	Mieux remboursement des frais de santé, notamment les soins oculaires et dentaires. Lancer une politique publique de médecines douces et alternatives. Libérer la santé des acteurs privés. Accompagner et soutenir financièrement les aidants. Éducation : valoriser des filières professionnelles.	Réattribuer à la Banque de France son rôle de financement de l'État et des collectivités locales. Éviter les fonds d'investissement et les grands groupes des sociétés liées au service public. Interdire le lobbying et le trafic d'influence.	Augmentation du Smic à 1 300 € net par mois compensée par une baisse des cotisations. Nationalisation de nombreuses entreprises. Abrogation des lois Macron et Travail. Faciliter l'embauche dans les PME et TPE. Consolider le système de retraite par répartition.	Porter le budget de la Défense à la fin du quinquennat. Lancer des initiatives et des télécommunications. Lancer le budget de damier.
 <p>Jacques Cheminade (Solidarité et progrès)</p>	Revalorisation de 20%, sur deux ans, du salaire des enseignants. Création d'un service public d'aide scolaire. Remboursement à 100% des soins dentaires, optiques et auditifs. RSA pour les jeunes de 16 à 25 ans. Allocation d'études de 900 € mensuels, sur 36 mois, sous condition de ressources.	Ramener à 25%, avant 2019, le taux de l'impôt sur les sociétés. Baisser de 10 milliards les taxes sur la production. À moyen terme, fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG. Rétablir l'indexation des revenus sur la cotisation de la vie. Hausse de trois points de la TVA.	Hausse, en trois étapes, du Smic à 1 700 € brut. Revaloriser toutes les retraites et les pensions. Abrogation de la loi Travail. Système de bonus-malus en matière de licenciements et d'assurance chômage.	Construction de 10 000 plus les dépenses militaires à hauteur du PIB. Avoir une réserve de 100 000 personnes.
 <p>Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France)</p>	Renforcer l'interdiction de la GPA. Augmenter de 20% le nombre de places en crèche. Élargir les conditions d'accès à la CMU pour les plus de 65 ans. Supprimer la réforme des rythmes scolaires. Objectif de quinze élèves par classe dans les établissements sensibles. Revaloriser le salaire des enseignants.	Baisse des charges patronales pour 20 milliards d'euros en remplacement du CICE et du Pacte de responsabilité. Exonération de charges pendant cinq ans pour le recrutement en CDI d'un chômeur de longue durée. Baisse des charges salariales de 30% sur cinq ans. Exonération des heures supplémentaires.	Augmentation du salaire net de 10%. Maintenir l'âge minimum de départ à la retraite et la durée des cotisations aux niveaux actuels. Payer les salariés tous les quinze jours pour réduire les découverts. Système de retraite à points pour les nouveaux cotisants.	Porter le budget de la Défense à 30 000 milliards. Autoriser le port permanent d'armes habilités. Mise en œuvre de frontières et déconcerter les a Créez 40 000 places de prison
 <p>François Bayrou (MoDem)</p>	Interdiction de la PMA aux couples de femmes et de la GPA pour tous. Scolarité obligatoire à 5 ans. Réformer le système du collège. Réécrire le programme de la primaire. Réformer le collège. Remettre en question le statut des enseignants.	Allègement de 25 milliards d'euros de charges sociales et d'impôts de production. Transformation du CICE en baisse des charges patronales. Alléger l'impôt sur les sociétés. Réaliser 100 milliards d'euros d'économies de dépenses publiques sur	Exonération totale des charges sociales pour l'embauche d'un jeune en alternance. Supprimer 500 000 fonctionnaires. Fin des 35 h. Laisser chaque entreprise décider de son temps de travail par la négociation et le dialogue d'entreprise collec-	Porter le budget de la Défense à 30 000 milliards. Autoriser le port permanent d'armes habilités. Mise en œuvre de frontières et déconcerter les a Créez 40 000 places de prison

<http://www.ouest-france.fr/>